

Khrouchtchev est-il un second Staline ?

(Lire en page 2.)

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F. ; 6 mois : 600 F. ; 3 mois : 350 F.
Etranger : 1 an : 1.500 F.
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Après la grève du 1^{er} avril : Mille ou un million ?

Quelle solution en Algérie ?

La déposition de M. Jacques Chevallier au procès de M. Mustepha Benouenniche a fait couler beaucoup d'encre. Une polémique quelque peu relevée s'en est suivie entre l'ancien ministre de Mendès-France et le directeur de « l'Echo d'Alger », M. Alain de Serigny : « fuyard, paranoïaque, jaloux », telles sont les épithètes qu'ils se sont lancées.

La position de M. Jacques Chevallier est exprimée par lui-même en ces termes :

« Je pense profondément que M. Benouenniche, sa famille, ses amis, tout ce qu'il représente enfin, constitue une force à utiliser dans l'Algérie de demain. Au moment où des institutions nouvelles vont être mises en place, si nous ne nous appuyons pas sur cette épine dorsale que représente la bourgeoisie musulmane, nous échouerons et je le regretterai profondément pour mon pays. »

Il est à noter que « l'Humanité » a complètement passé sous silence la déposition du Maire d'Alger. Quant à « Libération », elle a fait prudemment sauter tous

les passages où M. Chevallier définit la nature de la solution qu'il souhaite : une Algérie française dans laquelle la bourgeoisie musulmane détiendrait une partie du pouvoir politique, avec une certaine forme d'autonomie interne, dont la structure serait fournie par la loi-cadre. Ce silence des staliniens et des progressistes a une signification précise : ils estiment, avec toute une fraction de l'impérialisme français, que la bourgeoisie musulmane représente la force sur laquelle il faut s'appuyer. Le seul malheur, pour ces gens-là, est que la bourgeoisie musulmane, dépourvue de traditions, ne possède à peu près aucune assise dans l'économie du pays. La bourgeoisie musulmane n'a, en fait, d'autre existence réelle que celle qu'a bien voulu lui concéder politiquement l'impérialisme français.

Quelques données suffisent à montrer l'extraordinaire faiblesse des « Benouenniche, de leurs familles et amis ». L'exposé présentant le dernier recensement officiel en Algérie, apprécie le caractère de l'économie algérienne en ces termes :

« D'une part, une économie moderne, d'initiative européenne, fondée sur la spécialisation du tra-

P. LAMBERT.

(Suite page 4).

Le succès de la grève de 24 heures des Cheminots et des Services publics a été total. Et pourtant, n'importe quel gréviste savait que cette grève, pour laquelle plus d'un million de travailleurs ont débrayé à l'appel des centrales de toutes tendances, n'aboutirait, au mieux, qu'à une augmentation de 2 à 3 %, et encore dans quelques semaines ou quelques mois.

Le Gouvernement et le patronat ont accueilli le mouvement sans en être autre-

ment émus, les organisations syndicales ayant tout fait pour le maintenir dans le cadre d'une grève — soupape de sûreté. On lève le couvercle quand cela risque d'exploser, en estimant que tout se passera comme précédemment : les dirigeants syndicaux seront reçus par les ministres et le président du Conseil, la C.G.T. protestera parce qu'elle ne participe pas aux pourparlers : la C.F.T.C., la F.E.N., certaines organisations de F.O. demanderont à ce que la C.G.T. soit reçue.

Et de nouveaux cris de « victoire » des dirigeants syndicaux, comme après les deux grèves de 48 heures des cheminots en 1957, salueront la constitution d'une nouvelle Commission où toutes les organisations s'assieront autour du tapis vert, sous la présidence du représentant du Gouvernement qui, systématiquement, rejettera l'essentiel des revendications.

Mais ce jeu syndical, étroitement coordonné avec le jeu parlementaire des grands partis « ouvriers », risque d'être faussé. Car nous ne sommes plus en 1957. La Commission du statut des cheminots n'a rien réglé des problèmes que la corporation voulait résoudre. Ni les conditions de travail (le retour aux 40 heures), ni la question des salaires. Indépendamment de l'erreur commise par la F.G.A.A.C. (autonomes « roulants ») déclenchant une nouvelle action de 24 heures sans avoir clairement défini les mots d'ordre, les conditions et les responsabilités, le fait que la première grève, lancée par les autonomes roulants contre la volonté de toutes les Fédérations mais les contraignant, en particulier la C.G.T., à s'y rallier, ait remporté le plus grand succès, doit retenir toute l'attention.

Les grèves-soupapes de sûreté, y compris celle de 24 heures du 1^{er} avril, ne ramèneront pas aussi aisément la passivité ouvrière. D'autant qu'il est patent que toutes les organisations syndicales des cheminots se sont résolues à ne demander que « la répartition de la part de productivité » (1) (soit 3 % au maximum d'augmentation), à abandonner, en fait, la revendication des 11 %, et à accepter de discuter avec le gouvernement sur la base d'un plan à longue échéance. Ce qui aboutit à échequer les 11 % et à renvoyer après 1959 la satisfaction d'un programme que les organisations syndicales avaient elles-mêmes formulé ! 11 %, ne l'oublions pas, représente la somme correspondant, à leurs yeux, à la hausse des prix depuis la dernière aug-

mentation : c'est-à-dire une simple réparation, non une amélioration du niveau de vie.

Guy Mollet a résumé parfaitement la philosophie politique des dirigeants « ouvriers » dans un récent discours, en déclarant :

« Nous soutenons le gouvernement Gaillard pour sauvegarder le régime parlementaire, et nous agirons ainsi aussi longtemps qu'il ne sera pas possible de former un

Victor LEPAGE.
(Suite page 4).

Espagne : Vague de grèves politiques contre Franco

DES informations commencent à arriver par des voies privées sur ce qui s'est passé aux Asturies et sur ce qui se passe maintenant en Catalogne et au Pays Basque, et qui menace d'atteindre d'autres régions espagnoles.

On peut calculer, grosso modo, que quelques 100.000 ouvriers sont en grève entre Barcelone, Valence, Saint-Sébastien et d'autres villes industrielles du Guipuzcoa et de la Catalogne.

Malgré les affirmations de la direction générale de la sécurité de Madrid, attribuant, comme d'habitude, ces grèves à l'action d'agitateurs « communistes » arrivés de l'étranger, ce qui se dégage de cette action des ouvriers espagnols, c'est justement son caractère spontané, marqué surtout par la large participation des jeunes et des femmes dans le mouvement politique revendicatif.

Toutes les lettres et rapports reçus par nos camarades espagnols en exil soulignent ce caractère des grèves. « Un modèle d'organisation et de discipline qui

nous rappelait les meilleurs souvenirs du passé », écrit un ouvrier asturien.

La répression franquiste a été brutale aux Asturies. Plus de 500

mineurs asturiens, parmi les plus jeunes, ont été envoyés précipitamment dans les garnisons du Sahara espagnol. On sait que, en Espagne, les mineurs avaient été jusqu'ici exemptés du service militaire. Que cette mesure ait été prise indique justement que les jeunes, non seulement ont participé aux grèves, mais en ont été l'avant-garde combattive. Un autre fait digne d'être souligné est la participation positive des femmes et des fiancées des ouvriers à ces grèves. Malgré la réaction cléricale, la femme espagnole a beaucoup évolué depuis vingt ans et elle s'engage maintenant dans la lutte avec le courage et la ténacité propres à son sexe et à sa conscience de classe. « La police — dit la même lettre — était affolée de cette participation des femmes. »

Il faut souligner aussi le fait fondamental de la solidarité immédiate des Catalans et des Basques avec leurs camarades des Asturies. En effet, la nouvelle des grèves des Asturies ne fut connue à Barcelone que par le communiqué du gouvernement qui annonçait la fin de la grève et le commencement de la répression. Cela suffit néanmoins à mettre en branle le prolétariat catalan, avec ses

(Suite page 4).

Où va l'Union de la Gauche Socialiste ?

DE nombreux lecteurs, à diverses reprises, nous ont écrit pour nous demander — notamment au moment du Congrès de fusion qui, à partir de la Nouvelle Gauche, de la Jeune République et du Mouvement de Libération du Peuple, donna naissance au Parti d'Union de la Gauche Socialiste — de prendre position à l'égard de ce nouveau parti. Certains s'étonnaient de ne pas nous voir adhérer à l'U.G.S. ; d'autres, au contraire, regrettaient que nous ne la critiquions pas vigoureusement.

Si nous avons gardé aussi longtemps le silence, c'est que nous sommes, autant et plus que quiconque en France, persuadés que les voies au travers desquelles s'élabore, les expériences à partir desquelles les travailleurs édifieront le nouveau parti ouvrier, le parti révolutionnaire indépendant

de tous les états et de tous les appareils bureaucratiques, dépendant des seuls intérêts des exploités et des opprimés — le nouveau parti indispensable à la victoire finale de la révolution socialiste — que ces voies sont multiples, que ces

G. BLOCH.
(Suite page 3)

A NOS LECTEURS

Un accident survenu à l'imprimerie de « La Vérité », a considérablement retardé la mise en vente de notre n° 495, et nous a obligé à retarder d'une semaine la parution du n° 496. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

N'oubliez pas de nous signaler si vous ne trouvez pas « La Vérité » dans votre kiosque habituel... et n'oubliez pas que le plus sûr moyen d'avoir « La Vérité » chaque semaine est de s'abonner !

Le peu de place dont nous disposons nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine un article sur la décision russe d'interrompre les explosions nucléaires. Retenez dès maintenant le n° 497 de « La Vérité ».

(1) Y compris la C.G.T., qui, par là, est encore une fois contrainte de démasquer le caractère démagogique de sa campagne contre la productivité qui, quelle l'accepte ou non, continue à représenter de la sueur pour les travailleurs et des profits pour la S.N.C.F.

La grève de Mars chez MICHELIN

A la suite de l'article de notre correspondant de Clermont-Ferrand, paru dans le n° 494 de « La Vérité », nous avons reçu de deux jeunes ouvriers de chez Michelin la lettre que l'on va lire. Conformément à notre règle constante, bien que ces deux camarades nous aient laissé libre de le faire, nous publions pas leur signature, pour leur éviter le risque de la répression patronale... ou de celle des bureaucrates syndicaux.

Les travailleurs Michelin, que l'on croyait à jamais « endormis » depuis les puissants mouvements de grève de 1950, qui se prolongèrent durant deux mois, débryèrent spontanément les 11 et 12 mars. Le 13, ils avaient cessé le travail dans une proportion de 85 à 90 %.

Ce mouvement parti de la base, surprit les U.D., C.G.T. et C.F.T.C., qui freinèrent et brisèrent par la suite cette grève.

Une semaine auparavant, la tyrannique direction Michelin accordait une amonée de 8 francs aux travailleurs, mais seulement sur les gratifications et non sur le fixe.

Les « temps » ne tardèrent pas à descendre, ce qui provoqua rapidement le mécontentement et la colère dans les ateliers.

L'atelier VR, où les cadences de travail sont les plus dures, débrya le premier, puis, dans la journée du 12, tous les autres suivirent.

Dans l'après-midi du 12, un cortège de 2.000 ouvriers se rendit à la Préfecture, sous la « conduite bienveillante » des U.D., C.G.T. et C.F.T.C. (F.O. ne participait pas à la grève).

Nous sentimes, à ce moment-là, le « frein ». Les cadres syndicaux, qui préchaient le calme, avaient laissé de côté les pancartes et les slogans. Nous avions pourtant une occasion unique de manifester dans les rues de la ville, à la fois pour nos salaires, la paix et l'indépen-

dance de l'Algérie et la condamnation du fascisme. Hélas! nos bureaucrates syndicaux en décidèrent tout autrement!

Le jeudi, à 15 heures, le Comité de grève était reçu par la Direction. Là encore nous attendimes dans le calme et la discipline. Deux heures plus tard, les délégués donnèrent un compte rendu de l'entrevue. Quelques phrases chloroformantes nous parvinrent et nous firent comprendre que la grève cessait, et que nous obtentions une grande victoire, puisque la Direction acceptait de porter les 8 francs d'augmentation sur le fixe!

La reprise du travail était décidée pour le lendemain; sans avoir, au préalable, demandé l'avis des travailleurs.

Nous devions déplorer, une fois de plus l'immobilisme et la bureaucratie des centrales syndicales qui correspondent de moins en moins à l'aspiration des masses (1).

Deux Ouvriers Michelin (Syndiqués C.G.T.).

(1) La C.G.T. avait, en 1950, chez Michelin, 10.500 syndiqués, alors qu'elle n'en compte plus aujourd'hui que 1.500.



expériences seront nombreuses et diverses sans pour cela cesser d'être valables.

Prenant peu à peu conscience, au travers de luttes gigantesques, de la trahison historique du stalinisme après celle de la social-démocratie, des centaines et des centaines de milliers de travailleurs ont entrepris de reconstruire leur conscience autour de nouveaux axes. Faisant preuve d'autant de méfiance à l'égard de ce qu'ils n'ont pu éprouver directement, par leur propre expérience, que de combativité et d'esprit révolutionnaire dès qu'ils sont assurés du contrôle de leurs actions, ils devront, au travers d'une série d'étapes que nul ne peut délimiter à l'avance, renouer par leurs propres méthodes, par leurs expériences originales, en enrichissant de toute leur initiative créatrice, avec la doctrine révolutionnaire qui condense l'expérience historique de leur classe. L'avant-garde la plus consciente peut aider, favoriser ce processus historique gigantesque, elle ne peut, en aucun cas, substituer sa propre conscience à l'expérience des masses.

C'est pourquoi, malgré les inquiétudes que nous pouvions éprouver devant de nombreux aspects de la politique de l'U.G.S., n'avons-nous voulu rien dire ni rien faire qui puisse entraver en quoi que ce soit, ou seulement paraître entraver, les efforts des nombreux militants sincères et authentiquement dévoués à la révolution socialiste que compte ce parti. C'est ainsi, par exemple — disons-le pour répondre à ceux de nos lecteurs qui s'étonnent que notre parti ne réalise pas l'unité d'action avec l'U.G.S. — que, pour éviter une polémique à nos yeux vaine, nous n'avons pas mentionné les propositions d'action commune adressées il y a un an déjà par

notre parti à la Nouvelle Gauche — et le refus quelque peu dédaigneux et très moralisant qui lui fut opposé par le Bureau Politique de la N.G.

Sont valables, à nos yeux, toutes les expériences faites dans une indépendance idéologique totale à l'égard de l'appareil bureaucratique du stalinisme comme de celui du réformisme. N'avions-nous pas lieu d'être inquiétés, dans ces conditions — et pour ne citer que quelques exemples — quand nous savions que L. Schaeffer, membre de la Nouvelle Gauche, avait pu, sans être condamné publiquement par son organisation, débrayer la délégation envoyée par la C.G.T. à la Hongrie de Kadar, pour décerner au bourgeois du peuple hongrois un brevet de socialisme? Quand nous savions que le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. de la Gironde, qui approuva la répression russe en Hongrie, est membre de l'U.G.S.? Quand nous savions qu'un Tamburini est à la fois dirigeant de l'U.G.S. du Rhône, membre du bureau de l'U.D.-C.G.T. et du Conseil des Œuvres Diocésaines? Que l'U.G.S. a une position pour le moins équivoque sur la question, essentielle pour le respect de la démocratie syndicale, du droit de tendance condamné par le dernier Congrès de la C.G.T.? Ce qui ne l'empêche pas, dans la corporation enseignante, la seule corporation où le respect du droit de tendance, le respect de la démocratie syndicale est effectif au sein de la F.E.N. autonome, de ne pas choisir entre ce syndicat qui groupe l'écrasante majorité des enseignants, et le syndicat réactionnaire qu'est le S.G.E.N., adhérent à la C.F.T.C. — auquel appartiennent bon nombre de membres de l'U.G.S.? (1).

Nous aurions pourtant continué à observer l'attitude réservée que nous nous étions fixés, si le désistement du candidat de l'U.G.S. Hespel pour le stalinien Auguet, dans le 2^e secteur de l'U.G.S., n'avait pas provoqué un trouble profond chez de nombreux militants de l'U.G.S. « Et tout cela pour le P.C.F. ! », disaient plusieurs d'entre eux qui s'étaient dévoués jour et nuit dans la campagne électorale! Oui, tout cela pour récolter des voix pour un partisan des pouvoirs spéciaux à Lacoste et de l'écrasement de la révolution hongroise — ou plutôt, pour ne même pas en récolter, car, à en juger par les chiffres, bien peu nombreux furent les électeurs d'Hespel qui votèrent au second tour pour Auguet. En votant pour Hespel, ils avaient cru se prononcer à la fois contre les amis de Kadar et contre ceux de Lacoste — contre les voteurs de pouvoirs spéciaux — ils n'étaient pas prêts, c'est clair, à suivre l'U.G.S. dans sa tactique « d'unité républicaine »!

Dans la conjoncture actuelle, la participation des révolutionnaires aux élections parlementaires ne peut se justifier que si elle est mise à profit pour contribuer à la mobilisation révolutionnaire des masses contre le parlementarisme bourgeois — contre le parlement des pouvoirs spéciaux, le parlement de la vie chère, le parlement des riches.

Laisser entendre, sous quelque

prétexte que ce soit, que l'envoi au parlement d'un député P.C.F. de plus — d'un partisan de plus du vote des pouvoirs spéciaux, du « compromis à gauche » sur le dos du peuple algérien (2) — est la question essentielle de l'heure, c'est contrevaindre directement à cette tâche, c'est s'inscrire soi-même, à côté du P.C.F. et du P.S., à gauche du P.C.F. et du P.S. mais avec eux, parmi les participants du jeu parlementaire, parmi les membres, un tant soit peu turbulents de la « grande famille républicaine », parmi les tenants du replâtrage du régime.

La question décisive se pose ainsi pour l'U.G.S. : s'agit-il pour elle d'œuvrer à la construction d'un nouveau parti ouvrier, en aidant les masses ouvrières à détruire les appareils bureaucratiques réformistes et stalinien, piliers du régime bourgeois — ou de constituer un « groupe de pression » prétendant œuvrer à la régénération, à la démocratisation du P.C.F., une simple annexe du stalinisme — un nouveau P.S.U. (ou P.S.G.)?

La question était posée clairement par un interview de Claude Bourdet à « Combat », le 14 février dernier. Comme beaucoup de militants de l'U.G.S. semblent ignorer ce document, nous croyons nécessaire de reproduire le passage le plus important de l'interview du leader de l'U.G.S., par le journaliste de « Combat », qui enquêtait sur le « regroupement de la gauche française » :

« L'existence de l'U.G.S. constitue désormais un moyen de pression en vue d'une rénovation de la gauche française, réalisable elle-même par le rapprochement des forces socialistes de gauche avec un socialisme réformiste redevenu honnête et un communisme redevenu démocratique. A ce rapprochement serait enfin fourni l'appui d'un radicalisme représentatif la bourgeoisie libérale. Cette transformation des grands partis ne se fera, il est vrai, qu'à longue échéance, mais notre existence peut et doit la faciliter. »

Le rôle de l'U.G.S. consiste-t-il, comme le croient beaucoup de ses militants, à regrouper l'avant-garde, face à la trahison de la social-démocratie et du stalinisme, dans un nouveau parti, instrument indispensable de la victoire du socialisme? Non, répond catégoriquement Claude Bourdet. Le rôle de l'U.G.S. est de faciliter la transformation de Guy Mollet en honnête homme, de Maurice Thorez en démocrate, et leur collaboration loyale avec Mendès-France — duquel, notons-le, Claude Bourdet ne revendique aucun changement, ce qui est assez dire combien son orientation fondamentale se situe entièrement dans le cadre du maintien du régime bourgeois; combien elle s'oppose à l'action révolutionnaire des masses contre le régime de la propriété privée — que la « bourgeoisie libérale » mendésiste — il faut lui rendre cette justice — n'a jamais prétendu abolir!

P.S.U., appendice du stalinisme, participant « loyal » (par personnes interposées) au jeu parlementaire — ou nouveau parti révolutionnaire! La question se pose désormais sans échappatoire pour l'U.G.S.

UN SECOND STALINE ?

l'échec, les dirigeants furent contraints de se ressaisir. Leur premier geste d'auto-défense fut de se resserrer autour de leur appareil politique d'oppression des masses : le Parti « communiste ». D'où l'affirmation répétée de la primauté du Parti, la remise au pas des artistes et écrivains (discours de Khrouchchev aux écrivains en août 1957), la mise en sourdine des réhabilitations des anciens stalinien victimes des « excès » du stalinisme, la mise à l'écart de l'Armée (limogeage de Joukov). Mais ce raidissement s'aurait rapidement insuffisant. L'ampleur du danger exigeait des solutions plus radicales.

Dans l'esprit des dirigeants, la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul, aujourd'hui arbitre des conflits entre les bureaucrates eux-mêmes, demain surveillant de toute la caste privilégiée, doit permettre à la bureaucratie russe de faire front contre les masses populaires soviétiques. Il ne s'agit donc ni d'intentions subtiles ni de préférences marquées mais d'une logique implacable qui pousse les privilégiés du régime dans les bras d'un arbitre suprême.

Tout comme la décentralisation de l'industrie effectuée suivant les « thèses Khrouchchev » s'est accompagnée en réalité du renforcement des organismes centraux, la politique de mouvement à venir, dans le sens du partage des responsabilités à tous les échelons de la gestion bureaucratique a conduit à la concentration du pouvoir. Ainsi, le renforcement du rôle des républiques et des organismes locaux, l'accroissement des attributions des syndicats, l'assouplissement des mesures de contrainte étatique en matière paysanne provoquent, en réaction, une intervention accrue du pouvoir central.

Khrouchchev à la tête du Parti et du Gouvernement c'est en réalité, le triomphe de la centralisation bureaucratique... de la décentralisation.

STALINE N° 2 ?

KHROUCHCHEV, maître de l'U.R.S.S., sera-t-il demain un nouveau Staline sanguinaire?

Les intentions profondes du personnage n'ont évidemment que peu de choses à voir avec le rôle d'arbitre suprême qu'il sera amené à jouer parmi les dirigeants qui l'ont hissé sur le pavois.

Aujourd'hui, il se confine dans l'attitude modeste du bon élève récompensé : pas d'immenses photos à la « une » des journaux, pas d'éditoriaux dithyrambiques.

Mais n'est-ce pas de cette même façon effacée qu'a débuté Staline dans la carrière de « chef suprême »? Et si Khrouchchev prend aujourd'hui la précaution de s'appuyer sur les décisions du Comité Central, non sans l'avoir forcé d'abord de personnages à sa dévotion, n'est-ce pas ainsi que Staline a commenté ce dernier pas par des votes du Comité Central que ce dernier s'est débarrassé de ses adversaires politiques?

Aujourd'hui, Khrouchchev se contente d'exiler ses ennemis, mais n'est-ce pas ainsi que Staline procéda au début? Khrouchchev pourrait donc sembler être pris dans

le même engrenage que celui qui poussa Staline au sommet de la terreur contre-révolutionnaire, s'exerçant avant tout contre les travailleurs, mais aussi contre les diverses tendances bureaucratiques. C'est le propre du « sauveur suprême » que de faire le vide autour de lui.

La bureaucratie a de nouveau besoin aujourd'hui d'une poigne pour maintenir en place le carcan qui pèse sur les masses soviétiques, mais aussi d'un arbitre pour faire taire ses luttes intestines.

Pour y parvenir, il faudrait donc, non seulement mettre un terme aux exigences incessantes des travailleurs soviétiques, mais les « persuader » que le marxisme est bien « beurré », même avec de la margarine. Seule la terreur pourrait permettre d'atteindre cet objectif.

Il faudrait aussi falsifier de plus en plus les résultats obtenus, transformer les échecs en victoires et rejeter, en fin de compte, sur les adversaires politiques ses propres responsabilités. L'exil de Malenkov, Joukov, Molotov, etc., apparaîtrait alors comme une mesure trop bénigne. La mort politique de l'adversaire s'avérerait insuffisante. Le retour à Staline serait alors consacré avec son cortège d'horreur et de sang.

Nul doute que c'est la voie que prendrait le fidèle disciple du dictateur disparu, qui se plaisait encore, en janvier 1957, à souhaiter que « Dieu aide chaque communiste à lutter comme le faisait Staline », si...

LA REVOLUTION POLITIQUE

Si la situation n'avait pas changé fondamentalement en U.R.S.S. depuis l'apogée de Staline.

Car, depuis l'ère de la terreur stalinienne, l'industrialisation rapide du pays sur la base d'une économie planifiée a sapé les fondements sur lesquels la bureaucratie russe a construit son système odieux de caste parasitaire. Désormais, une immense armée de travailleurs pèse de tout son poids sur les destinées du pays et menace chaque jour la bureaucratie dans son existence. Le rapport de forces se modifie sans cesse en faveur du prolétariat soviétique. Non seulement la lutte des travailleurs pour le mieux-être et la liberté ne donnera pas de répit aux privilégiés du régime, mais elle passera inévitablement des revendications économiques élémentaires à l'expression consciente de leurs exigences, c'est-à-dire à une attitude politique autonome face à l'appareil d'oppression.

Voilà la réalité inéluctable devant laquelle est placée celui qui émet la prétention de sauver, en le réformant, la bureaucratie russe, devenue une entrave intolérable à la marche des peuples soviétiques vers l'édification du socialisme, et dont les travailleurs de l'U.R.S.S. se débarrasseront définitivement par une révolution politique. Tout comme le Spoutnik utilisant les fusées à étages, Khrouchchev s'est appuyé successivement sur Malenkov, Joukov et Boulganine pour se placer sur l'orbite du pouvoir suprême. Mais le même sort qu'a subi le « premier satellite artificiel de la terre » le guette : la désintégration totale.

E. BOIVIN.

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :
1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

(1. Et que pourront penser les travailleurs Clermontois en lisant dans « Tribune du Peuple » un compte rendu de la grève Michelin sous le titre, qu'on pourrait croire emprunté à l'« Humanité » : « Magnifique victoire chez Michelin » — alors qu'ils savent, bien que « La Vérité » ait été le seul journal à rapporter les faits tels qu'ils se sont déroulés, que les dirigeants C.G.T. et C.F.T.C. n'ont pu annoncer la reprise du travail que sous les huées des grévistes indignés)

(2) Et cela, au moment même où les dirigeants du P.C.F., comme nous le montrons par ailleurs dans ce numéro, renouvellent leurs offres de loyaux services à la bourgeoisie!

MILLE OU UN MILLION ?

(Suite de la 1^{re} page)
autre gouvernement ».

Tout est dans ces quelques lignes. Le gouvernement Gaillard, avec le ministre M.R.P., Pflimlin, organise la vie chère : « Nous soutenons le gouvernement ». Le gouvernement Gaillard poursuit la guerre d'Algérie : « Nous soutenons le gouvernement ». Le gouvernement Gaillard, en refusant de payer les maîtres et professeurs, poursuit l'œuvre de destruction de l'école laïque commencée avec la loi Barangé, qui n'est toujours pas abrogée : « Nous soutenons le gouvernement », etc... Le parlement bourgeois est véritablement le siège de l'Etat-major de l'offensive méticuleuse du capitalisme contre les aspirations à la paix et au bien-être du peuple : « Nous devons sauvegarder le régime parlementaire » !

Et pourtant, chacun saisit (y compris Guy Mollet qui, secrétaire général du P. S., sait qu'il peut faire ou défaire à volonté un gouvernement) que la bourgeoisie n'a pas d'autre force que celle que lui a donné M. Thorez veut bien lui donner. Car la force de la classe ouvrière est immense. Celle des grands organisations syndicales et politiques ne l'est pas moins : le million de grévistes du 1^{er} avril est là pour en témoigner. Mais les dirigeants « ouvriers » ne veulent pas disposer de cette force, capable d'imposer toutes, toutes ses solutions, que pour en faire cadeau « au régime parlementaire ».

L'organe patronal « Les Echos » analyse la situation avec lucidité. Au lendemain de la grève, il écrit : « Les Syndicats, redoutés de se trouver dans une grève illimitée qui serait sans issue... Pour éviter le danger d'une grève illimitée, certains syndicats pensent à des actions de harcèlement... Aucun gouvernement, quel qu'il soit (aucun gouvernement issu du parlement bourgeois, s'entend), ne peut actuellement envisager une telle hypothèse (augmenter les salaires de deux millions de salariés qui dépendent directement ou indirectement de l'Etat)... L'absence totale d'issue du combat qui s'engage peut en faire apparaître l'inutilité. Les syndicats ne semblent pas pouvoir compter en effet sur une modification réelle des rapports de force dans le domaine parlementaire ».

On ne saurait être plus clair. Toute satisfaction sérieuse des revendications ouvrières mettrait en cause les fondations du régime, du parlementarisme bourgeois. La fidélité des dirigeants syndicaux à ce régime, tel est le grand — et le seul — espoir de la bourgeoisie.

Dans tous les domaines, la duplicité des dirigeants ouvriers est totale. Ils ont une conscience aiguë, et de la puissance du mouvement ouvrier, et de sa volonté de lutte. Ils savent parfaitement ce pourquoi les travailleurs veulent lutter et comment ils cherchent à l'imposer.

Ainsi, dans « l'Humanité » du 29-3-58, en page 5, en petits caractères (tout petits), on lit :

« Un millier de cheminots des voies et bâtiments, représentant toutes les régions de France, ont tenu un meeting, hier matin, rue Buffon, au siège du Syndicat Paris Sud-Ouest. Ensuite ils ont manifesté boulevard Saint-Germain devant le ministère des Transports, puis rue Saint-Lazare, devant le siège de la S.N.C.F., et enfin, devant la Direction des installations fixes ».

Un millier de cheminots, le 28 mars 1958, manifestent dans la rue. Ils n'obtiennent rien.

Le 1^{er} avril, trois jours après, un million de grévistes, cheminots, R.A.T.P., Sécurité Sociale, Services publics, etc., débrayent. Mais « l'Humanité » se gardera bien de les appeler à manifester dans la rue. Comment donc ?

Un million de manifestants pourraient arracher la satisfaction des revendications déposées et mettre en danger, avec le régime parlementaire, le gouvernement Gaillard. N'y pensez pas, travailleurs, les objectifs seront considérés comme atteints, la victoire comme acquise, lorsque, dans les jours qui viennent, une nouvelle commission siègera, où tous les dirigeants, y

compris ceux de la C.G.T., seront installés autour de la sainte table du tapis vert !

L'avant-garde ouvrière doit s'en convaincre : les possibilités sont immenses, à la mesure même de la profondeur de la duplicité des bonzes « ouvriers ». Pour ne prendre qu'un exemple : pour son prochain Congrès, la Fédération des cheminots C.G.T. vient de publier son rapport. On y lit :

« Nous étions tenus par une décision du Congrès à demander une augmentation générale des salaires, retraites et pensions, et un acompte, comptant pour la retraite de 5.000 f. par mois et pour tous. Cet acompte de 5.000 f. par mois et pour tous n'est pas un mot d'ordre qui convient ».

Les cheminots C.G.T. ont vu ainsi leur direction violer les décisions du Congrès, et présenter des revendications en pourcentage, qui donnent 1.000 à 2.000 F. par mois à la base, et des dizaines de milliers de francs au sommet de la hiérarchie. Cela, pour adapter les revendications aux nécessités de la préservation du régime parlementaire, qui exige que les hauts cadres, serviteurs de l'Etat bourgeois, voient leurs traitements augmenter de 100 à 150.000 F. par mois. Aujourd'hui, et dans le même esprit que les dirigeants de la Fédération C.G.T. des Cheminots, le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. pré-

sente une revendication d'augmentation « uniforme » de 10.000 pour tous.

Mais il y a un autre aspect, peut-être le plus important, de cette situation. Le fait que les organisations syndicales soient ainsi dans l'obligation de manoeuvrer, de proposer ici les 10.000 F. pour tous, de les abandonner autre part, d'accepter les manifestations d'un millier de travailleurs, de dénoncer comme provocateurs, autre part, les militants qui appellent à des manifestations massives, d'appeler un million de travailleurs à la grève et de condamner ensuite la grève générale, démontre qu'une vague de fond se prépare dans la classe ouvrière de ce pays. Août 53, août-septembre 55, ont montré toutes les possibilités d'une avant-garde révolutionnaire consciente, même faible. Aujourd'hui, il n'est pas de devoir plus impérieux que de se préparer à un mouvement qui, parti du mécontentement ouvrier en face de la politique de duplicité et de mensonge des directions ouvrières qui visent à préserver le système du parlementarisme bourgeois, jaillira jusqu'à poser, dans la rue, par la grève générale illimitée, par les manifestations de masse, tous les problèmes qui assaillent les travailleurs et qui se résument en une seule phrase : en finir avec la politique impérialiste de guerre et de vie chère.

Vague de grèves politiques contre Franco

(Suite de la 1^{re} page)
vieilles traditions révolutionnaires, et la grève en Catalogne a un caractère de solidarité, un caractère purement politique, que les ouvriers ont voulu souligner en s'abstenant de faire des revendications de salaires, comme le notait, non sans surprise, un communiqué du patronat du textile catalan. Parmi les usines en grève, mise à part la vieille « Maquinista terrestre y marítima », on compte plusieurs usines créées bien après la guerre, où le prolétariat appartient à la nouvelle génération dans sa presque totalité. Ainsi, dans l'industrie de l'automobile encore jeune en Espagne (elle date dans sa formule de montage à la chaîne de 1934). Simca SEAT et les camions ENESA furent des premiers parmi les grévistes, suivis immédiatement par Hispano-Olivetti, par la « Maquinista » et ensuite par les grandes usines de tissus de la région de Sabadell et Terrasa.

Comment les ouvriers espagnols ont-ils résolu le problème des communications et des contacts entre eux, du Pays Basque à la Catalogne, de la Catalogne aux Asturies et des Asturies aux forges de Sagonte (Valence) ? Comment ont-ils pu surmonter et vaincre l'étroite surveillance des flics franquistes ? Sans partis, sans syndicats, rien qu'avec la nouvelle volonté des jeunes ouvriers espagnols, avec les conseils et la présence, souvent muette, à l'arrière-plan, d'anciens militants révolutionnaires. La classe ouvrière espagnole a compris que l'ennemi n'était que l'ennemi de classe, parfaitement représenté par le général usurpateur Franco, ce détritus d'église, qui s'empara du pouvoir avec l'aide d'Hitler et de Mussolini et la connivence des bourgeoisies occidentales et de la criminelle politique de Staline.

L'Espagne vit en ce moment son réveil. La censure franquiste ne peut plus cacher la vérité. Il s'est réalisé une solidarité antifranquiste entre étudiants et ouvriers et, pour le plus grand malheur du franquisme, ce sont les ouvriers qui représentent — et ceci est fort logique — l'avant-garde du mouvement. Au moment où les forces de la petite bourgeoisie commencent à se perdre dans des élucubrations semi-monarchistes, la classe ouvrière espagnole prend les commandes de l'antifranquisme, et signale avec précision le terrain sur lequel doit se dérouler le combat.

La lutte du prolétariat espagnol

a besoin de la solidarité active des ouvriers du monde entier. Maintenant, plus que jamais, le mot d'ordre de Marx et d'Engels « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » doit être appliqué. A cette fin, plusieurs organisations de la gauche française et de l'émigration espagnole préparent un grand meeting d'union ouvrière qui aura lieu le vendredi 15 avril, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes. Au cours de cette réunion seront prises d'importantes décisions concernant des problèmes qui intéressent le prolétariat mondial. Le franquisme, les rampes de lancement, l'Algérie, les pactes défensifs, les organisations bellicistes internationales, ce ne sont que des manifestations diverses d'une même réalité qui affecte tous les ouvriers du monde. Mais, tout particulièrement, c'est le sort de la classe ouvrière d'Espagne qui peut se décider, comme en 36, en Espagne, car en s'attaquant à son valet immonde, les ouvriers espagnols s'attaquent directement à l'impérialisme capitaliste. D'ailleurs cette formule déjà classique chez les policiers franquistes de rejeter la responsabilité du moindre malaise sur les « agents du Politburo de Moscou » ne sert qu'à tranquilliser le Département d'Etat de Washington qui, à tout prix, veut ignorer l'injustice profonde de la condition ouvrière espagnole, afin d'accorder impunément sa confiance et ses crédits au général Franco en échange des bases de bombardiers atomiques et des rampes de lancement dans les montagnes du système ibérique.

L'étudiant espagnol.

POSTSCRIPTUM
La répression... Des camarades viennent d'arriver de Barcelone. La police franquiste a commencé une grande opération de nettoyage. Toutes les grandes usines sont touchées, particulièrement l'Hispano-Olivetti (1), où les grèves se déclenchèrent en premier lieu. Des mesures très sévères ont été prises à Seat et à Enasa-Pegaso, où les directeurs sont des généraux franquistes. Plus de 400 arrestations, la plupart des jeunes et avec eux, les vieux militants du P.O.U.M., de la C.N.T., du P.S.U.C. que l'on arrête toujours en des moments pareils. Monjuich n'avait jamais été si plein !

Dans les Asturies, où la police a établi un véritable rideau de fer, la tension demeure aussi grande ; selon un témoin, les fusillades d'ouvriers ont commencé. Pour

Quelle solution en Algérie ?

(Suite de la 1^{re} page)
vaille, employant des moyens modernes et impliquant des échanges monétaires intérieurs et extérieurs intenses. D'autre part, une économie traditionnelle, s'exerçant en circuit à peu près fermé et ne donnant lieu qu'à un commerce de caractère artisanal ».

Ce dernier recensement, effectué en 1954, indique que le nombre des industriels est de 4.269 pour les Européens et de 714 pour les Musulmans ; cependant que 38.400 Européens, pour 4.297 Musulmans seulement, sont rangés dans les catégories professionnelles : cadres intellectuels, ingénieurs et assimilés, cadres supérieurs, intellectuels subalternes, techniciens et fonctionnaires moyens et assimilés. Donc, faiblesse également très grande de la petite bourgeoisie intellectuelle musulmane.

Dans l'agriculture, l'écrasante majorité des meilleures terres a été expropriée par la colonisation en faveur des Européens. Ainsi, nous voyons que les gros colons européens accaparent 73,47 % de la superficie totale cultivée par les Européens, alors que les grands propriétaires fonciers musulmans accaparent seulement 20,6 % de la superficie totale cultivée par les Musulmans. Sur la base de la statistique de 1952, sur 2.800.000 Algériens classés dans la catégorie « population active du secteur de l'Agriculture », on

compte seulement 6.000 gros propriétaires fonciers musulmans (des féodaux administratifs). Une dernière indication a son importance : en 1952, la statistique a recensé, dans la catégorie dénommée « fonctionnaires et professions libérales », 50.000 Européens et 4.700 musulmans, ce qui exprime parfaitement que l'appareil d'Etat est composé d'une écrasante majorité de Français et d'une infime minorité de Musulmans. En Algérie, les fonctionnaires sont Européens. Ce fait, lié à la faiblesse des assises sociales de la propriété foncière et de la bourgeoisie musulmanes, inexistantes ou quasi inexistantes dans tous les secteurs décisifs de l'économie moderne — industrie, banques, mines, etc... — a une énorme importance pour l'appréciation d'une éventuelle politique « réformatrice » à l'anglaise. Aux Indes, par exemple, l'impérialisme anglais, ayant l'indépendance politique, avait construit un appareil d'Etat « autochtone », coiffé par les Britanniques. Le départ du sommet britannique, avec l'indépendance politique, n'a pas affecté d'une quelconque façon l'appareil d'Etat indien qui, après ce départ, a continué, comme avant, à fonctionner contre les masses populaires.

En Algérie, l'appareil d'Etat français a rejeté quasi totalement le musulman, lequel ne peut espérer jouer un rôle politique que par la destruction de cet appareil d'Etat français. Mais cette destruction comporte des implications à caractère profondément révolutionnaire. C'est ce qu'il est convenu d'appeler dans le jargon politique d'aujourd'hui : le vide politique algérien. Raymond Aron a formulé assez exactement le problème, en écrivant :

« Tous les observateurs de droite ou de gauche (en France), partisans de la Résistance ou de la négociation, sont d'accord : il n'y a pas, en Algérie, de Parti qui soit l'équivalent du Néo-Destour et de l'Istiqal, qui soit un interlocuteur valable, c'est-à-dire capable d'encadrer et d'apaiser les masses ».

En d'autres termes, l'impérialisme français est placé devant le plus redoutable des problèmes : il n'y a pas de Parti en Algérie, dirigé par la bourgeoisie et la classe des propriétaires fonciers autochtones, qui soit capable « d'apaiser et d'encadrer les masses », dans les voies d'une solution préservant les intérêts économiques de l'impérialisme français, après que celui-ci ait concédé une partie du pouvoir politique.

Aussi, ce que craignent aussi « européenisé ».

Il n'y a, en Algérie, ni forces sociales bourgeoises, ni personnel administratif pour faire fonctionner contre les masses un appareil d'Etat par ailleurs totalement bien Chevallier que Sérigny, Mendès-France et Soustelle, Mitterrand et Isorni, c'est celle-ci ; la bourgeoisie musulmane peut-elle constituer une force apte à devenir « l'épine dorsale » sur laquelle « nous » — l'impérialisme français — pourrions « nous » appuyer ? A cette question, Chevallier-Mendès-Mitterrand, soutenus par les stalinistes et les progressistes de toutes nuances : Martinet, Bourdet, etc., répondent « oui », ou plutôt « essayons ». Sérigny, Soustelle, Isorni, dans une certaine mesure Lacoste, répondent « non », ou plutôt « prenons des garanties ». En fait, l'analyse démontre que les uns et les autres ne présentent qu'une face d'un problème quasiment insoluble. La bourgeoisie musulmane n'a pas l'épine dorsale suffisamment solide pour constituer la force qui permettrait à l'impérialisme français de camoufler le maintien de sa domination. Mais la masse du peuple algérien n'acceptera plus jamais de vivre sous le régime colonial.

(1) Les ouvriers essayèrent la grève sur le tas, mais le gouverneur fit évacuer l'usine à coup de matraque et ordonna sa fermeture légale... d'autant plus illégale, que c'est une usine italienne. Le Directeur italien de l'usine quand il s'aperçut du caractère politique de la grève (solidarité avec les mineurs des Asturies) courut à Madrid afin de faire annuler la fermeture décrétée par le Gouverneur de Barcelone. Il connaissait bien mal les dirigeants franquistes !..

La fin ou prochain N°